

TOUT DÉPEND DE VOUS !

Le 24 avril, se déroulera le premier tour des élections présidentielles. Il s'agit d'une échéance dont les conséquences pèseront sur l'avenir des travailleurs et du pays. L'enjeu est d'importance :

• OU BIEN le Cnpf et toutes les forces qui le soutiennent obtiennent des encouragements dans la voie du déclin et de l'austérité.

• OU BIEN le résultat constituera pour le monde du travail un solide point d'appui pour la lutte et la satisfaction des revendications.

Il s'agit là d'une question décisive qui ne peut laisser la CGT indifférente.

Respectueux des opinions de chacune et de chacun, nous croyons de notre devoir de vous dire avec franchise ce que nous en pensons.

• *LE BILAN DES 7 ANNÉES PASSÉES*

De politiques de rigueur en politiques d'austérité, le pouvoir d'achat des salaires et des pensions a subi une baisse considérable, la protection sociale a été amputée, les prélèvements sociaux considérablement alourdis, la précarité s'est développée, la pauvreté, la misère se sont étendues.

Dans le même temps, les 20 000 multimillionnaires de Paris se sont immensément enrichis, l'argent des entreprises a été investi massivement à la Bourse des Valeurs contre l'emploi. Tout cela conduit notre pays à un véritable recul économique et social, l'assujettit aux intérêts du patronat, des firmes multinationales où dominent la RFA, le Japon, les USA.

• Paris a été frappé de plein fouet ; les conséquences en sont dramatiques.

- Toutes les entreprises privées, publiques ou nationalisées sont aujourd'hui touchées ;
- Non seulement les nationalisations de 1982 ont été détournées de leur véritables objectifs, de plus elles ont servi à alimenter les caisses patronales : 2 millions de francs versés au CNPF avec la nationalisation de la CGCT par exemple.

Plus grave encore :

- Bull a reçu des milliards de fonds publics pour investir à l'étranger et licencier des centaines de salariés. BBT, la Sopelem : entreprises d'optiques performantes avec leurs centaines de salariés ont été fermées pour laisser la place aux spéculateurs immobiliers ;
- Creusot-Loire a été sabordée par les grandes fortunes de la sidérurgie. Les banques nationalisées : BNP, Société Générale, Crédit Lyonnais, BUE ont investi 3 milliards dans cette casse ;
- La BNP a supprimé 1 500 emplois en trois ans ; l'UAP, le Crédit du Nord, le CIC, s'engagent dans la même voie ;
- La CGE et le Crédit Lyonnais ont investi massivement aux USA au détriment de la production française, de la téléphonie et de la fibre optique ;
- Thomson n'a pas hésité à se séparer de sa filiale CGR, seul fabricant français de scanner, au profit des intérêts de la société américaine « General Electric » ;
- L'abandon du réseau cablé en fibre optique a conduit à la casse de technologies de pointe et à celle de l'industrie des télécommunications à Paris notamment.

C'est une politique catastrophique pour l'EMPLOI !

• Paris perd en moyenne 10 000 emplois par an ;

• La capitale compte aujourd'hui plus de 120 000 demandeurs d'emploi dont 50 000 sans aucune indemnité pour vivre. C'est intolérable quand on sait que 6 milliards 300 millions destinés aux plus démunis ont été bloqués aux ASSEDIC de Paris ;

• 61 % des demandeurs d'emploi sont des employés qualifiés et des ICT ;

• **LA PRÉCARITÉ** touche aujourd'hui 1 salarié sur 5. Elle s'est étendue avec les lois Delebarre, Fabius et de Seguin : aujourd'hui, 20 000 jeunes sont cantonnés dans des TUC ou SIVP. Suite aux directives de Seguin aux ANPE, 1 600 jeunes ont été radiés des listes de demandeurs d'emplois à Paris pour avoir refusé un TUC ;

• Il en est de même pour les femmes. Au nom de l'égalitarisme, Yvette Roudy a proposé la remise en cause de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes ;

• 39 000 ménages prioritaires attendent un logement social à Paris depuis plus de 10 ans dont 88,8 % logés dans moins de 4 m² par personne. 15 000 personnes sont sans logis à Paris.

• CES CHOIX NE SONT PAS FATALS !

La CGT n'a pas manqué de rappeler les nombreuses propositions contenues dans son programme pour mettre un terme à la domination du Capital. Agir contre la spéculation, les gâchis financiers, les exportations de capitaux, frapper les grandes fortunes.

Concernant l'Emploi, qu'avons-nous constaté ? Que la désindustrialisation commencée sous les gouvernements de droite s'est poursuivie sous François Mitterrand. Nous avons immédiatement dénoncé et combattu une telle politique. C'est en ce sens que notre Union Départementale s'est adressée à Laurent Fabius le 12 mars 1985, alors que 42 000 emplois étaient menacés à Paris ;

> *« De Paris, que veut faire le Gouvernement ? ; Que sont devenus les fonds publics largement dispensés tout azimut, qu'ils proviennent d'organismes d'état ou du secteur bancaire nationalisé ? ; A quoi ont servi les prélèvements fiscaux supplémentaires, le 1 % prélevé sur les salaires des fonctionnaires ? ;*

La seule réponse obtenue a été la poursuite des licenciements, les suppressions d'emplois, les transferts et fermetures d'entreprises.

Comment s'étonner que, revenue au pouvoir, la droite ait pu frapper plus vite et plus fort. Le terrain ne lui était-il pas préparé par les choix décidés sous les gouvernements Mauroy et Fabius ? Et pourquoi faire ? sinon pour lui permettre **de poursuivre et d'aggraver** une politique d'austérité, de chômage, de précarité, de recul social, de déclin industriel, culturel, d'atteintes aux libertés.

C'est cette politique là qui a brisé l'espoir de 1981 et conduit à l'échec du changement véritable.

• AU NOM DE L'EUROPE DE 1992 LA MÊME POLITIQUE NOUS EST PROPOSÉE

Qui pourrait croire que le Maire, le Premier Ministre et candidat Jacques Chirac, appliquerait demain une politique différente.

A Paris et en région parisienne, la casse est un travail de longue haleine du patronat et des forces de droite. Elle est le résultat d'une offensive concertée et d'un calcul stratégique de la bourgeoisie.

• Les plans d'action de Jacques Chirac se mettent en place à grande vitesse.

C'est pour faire place nette aux profits, à la spéculation que tous ces choix ont été déterminés.

PARIS, Capitale de la finance internationale ;

PARIS, Capitale du tourisme et du commerce de luxe ;

PARIS, Capitale des milliardaires et hommes d'affaires du monde entier.

Voilà ce que veulent en faire Jacques Chirac, les élus de droite et d'extrême droite.

Mais force est de constater que cette politique a été soutenue par les élus socialistes au Conseil de Paris. C'est en ce sens qu'ils ont approuvé :
— l'aménagement de l'Est parisien au seul profit des privilégiés de la fortune ;
— le doublement du pont d'Austerlitz, vaste opération immobilière entraînant la suppression du centre de tri PTT et la réduction, voire la suppression du trafic et des bâtiments de la gare d'Austerlitz ;
— l'aménagement de la zone Tolbiac-Masséna qui conduit à la perte de 5 000 emplois, fragilise tout le tissu urbain et industriel du 13e arrondissement et au-delà de la capitale ;
— la précarisation des emplois en adoptant les PIL, les TUC et les SIVP ;
— la réhabilitation des HBM entraînant le triplement des loyers en conformité avec la loi Méhaignerie ;
— De même qu'ils se sont abstenus sur les suppressions d'emplois à la Ville de Paris et sur les salaires minimum à 6 000 F.

Où est l'intérêt des usagers, des salariés, des contribuables parisiens, lorsque des emplois sont supprimés, les conditions de transports s'aggravent, les prix des logements sont exhorbitants, les services publics sont privés de moyens indispensables pour répondre aux besoins ?

• VIVRE ET TRAVAILLER A PARIS SERAIT-IL UN LUXE INSOLENT ?

NOUS DISONS RÉSOLUMENT NON !

Cette situation n'est pas inéluctable, le déclin n'est pas fatal à Paris.
Pourquoi cette capitale où travaillent aujourd'hui 600 000 ingénieurs, cadres et techniciens, 600 000 employés, 200 000 ouvriers et où vivent 300 000 retraités deviendrait-elle le domaine réservé des affairistes, des banquiers, des spéculateurs ?

• Il faut combattre cette politique !

Le CNPF, la droite, l'extême droite, entendent pousser plus loin la flexibilité, la déréglementation, la privatisation, les atteintes aux libertés, le surarmement nucléaire.
La cohabitation entre le Président de la République et le gouvernement Chirac s'inscrit dans ce processus de déclin du pays et de la région.
On peut mettre en échec de telles situations.
C'est pourquoi la CGT propose et agit pour :

- Une croissance économique et industrielle, créatrice d'emplois stables, qualifiés de nature à résorber le chômage ;
- Le SMIC à 6 000 F, la progression du pouvoir d'achat des salaires et pensions ;
- Une protection sociale de haut niveau pour tous s'appuyant sur la taxation de 12 % des revenus financiers et la réforme du financement de la sécurité sociale ;
- La mise en œuvre des progrès scientifiques et techniques au service du progrès social ;
- Le droit à l'éducation, au savoir, à la formation, à la reconnaissance des diplômes, des compétences, des responsabilités ;
- L'égalité d'accès aux sports, à la culture et aux loisirs ;
- Une politique de logement social audacieuse, permettant de satisfaire les besoins des travailleurs parisiens ;
- Le respect et l'extension des conventions et statuts ;
- Le développement d'un service public rénové, de véritables nationalisations démocratiques ;
- L'extension des droits et libertés syndicales et démocratiques ;
- Le plein exercice du droit de grève ;
- Une politique de paix, de désarmement, de coopération internationale basée sur l'intérêt réciproque des pays.

A PARIS, PLUS UN EMPLOI NE DOIT QUITTER LA CAPITALE
LES TERRAINS DOIVENT ÊTRE UTILISÉS EN PRIORITÉ POUR L'EMPLOI INDUSTRIEL
LES SERVICES PUBLICS, LES LOGEMENTS SOCIAUX, LES ÉCOLES
LES CRÈCHES, LES CENTRES DE SANTÉ, LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS.

• En quoi cela ternirait-il le prestige et la beauté de la ville ?

Nous sommes plus que quiconque fiers de sa renommée internationale, de sa richesse historique, architecturale, culturelle, et nous entendons les défendre.

Telle est la signification de notre programme revendicatif. C'est lui et lui seul qui, élaboré démocratiquement dans nos congrès est défendu en toutes circonstances par la CGT et constitue notre référence.

Toute formation qui déclare vouloir défendre les intérêts des salariés et du pays doit nécessairement avoir d'importants points communs avec la CGT.

• Cette position n'a rien de circonstanciel.

Nous sommes pour la vérité et la clarté : la droite existe et nous la combattons. Lorsque nous déclarons que la notion de gauche recouvre des partis politiques différents avec leurs positions et responsabilités elles aussi différentes, nous ne sommes ni partisans, ni sectaires.

Il est normal selon nous, que les salariés parisiens et les retraités soient attentifs à la façon dont les candidats se situent par rapport aux revendications et au programme de la CGT à partir duquel tant de luttes se développent aujourd'hui.

La CGT souhaite pouvoir constater des convergences authentiques sur des questions essentielles.

Nous souhaiterions que tous les candidats se réclamant des intérêts des salariés, affirment des convergences vraies avec notre organisation syndicale. Cela démontrerait que le rapport des forces évoluera en faveur de la satisfaction des revendications.

Nous constatons que seul le candidat du PCF, André LAJOINIE, reprend des propositions que nous défendons, affirme son soutien aux luttes pour les satisfaire et prévoit les moyens pour les mettre en œuvre.

Au moment où tant de moyens sont déployés pour obscurcir et dévoyer le débat, pour détourner les salariés de la lutte syndicale,

• C'est notre rôle d'organisation d'exprimer en toute indépendance notre opinion.

De même qu'il est de notre responsabilité de montrer aux salariés ce qui est dangereux pour eux.

Qu'ils soient ouvriers, employés, ICT, nous leur disons à tous :

- *Chaque jour, avec la CGT, vous faites la démonstration de la nécessité de la lutte et de son efficacité.*
- *Vous voulez porter plus haut et plus fort votre mécontentement, votre refus de l'arbitraire, de la régression sociale, de l'insécurité, de la violence.*

• Ne vous laissez pas impressionner par les discours trompeurs et démagogiques.

Donnez plus de poids encore à votre action quotidienne. Le vote est aussi un moyen de grande importance.

L'expérience l'a montré, seule la lucidité est payante !

L'heure est à l'action, pas à la résignation. Les luttes menées montrent que des succès sont possibles : Longuet a été battu dans son projet de privatisation des PTT, les licenciés de Damifer pour faits de grèves ont été réintégrés, à la ville de Paris, les salariés des DOM ont acquis une prime de vie chère, les salariés de la Haute Couture viennent d'obtenir 6 % d'augmentation de salaire, la direction de la MGA a été contrainte à payer plus de 400 000 F d'indemnités à Bernard Delous, militant de UGICT-CGT licencié abusivement...

Et bien d'autres succès encore !

En permanence, le développement des luttes revendicatives, l'adhésion à la CGT, restent des nécessités vitales pour tout le monde du travail. Rien de durable ne se fera sans la participation massive des salariés à l'action collective, l'Union des Syndicats CGT de Paris continuera la mobilisation revendicative pour contribuer à imposer le progrès social, la démocratie, la paix.

ADHÉREZ A LA CGT

NOM .... PRÉNOM ....
ADRESSE ....
....
ENTREPRISE ....

A remettre à un délégué CGT ou à renvoyer à l'UD-CGT de Paris, 85, rue Charlot, 75003 PARIS Cedex 03

Imp. S.I.P.E. 85, rue de Bagnolet, 75020 Paris